

REvue

POUR LES PARLEMENTAIRES

UN PÉRIODIQUE CONSACRÉ AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

DANS CE NUMÉRO

L'IMPORTANCE DES PARLEMENTAIRES 2

AVANTAGES SOCIAUX PERMIS PAR LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE 3

ENCOURAGER LE DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES DURABLES 4

COMBLER L'ÉCART EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE : LE CAS DE L'AFRIQUE 6

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ : ACTIONS NÉCESSAIRES À L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE 8

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE SUR LE FORUM DES LÉGISLATEURS 2019 10

QUELQUES PUBLICATIONS 11

S'ENGAGER AUX CÔTÉS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE 12

PERSPECTIVES ISSUES DU QUATRIÈME FORUM DES LÉGISLATEURS DE L'IRENA

Le quatrième Forum des législateurs de l'IRENA a rassemblé des parlementaires de 30 pays venus débattre des défis et perspectives dans le secteur des énergies renouvelables. Les discussions se sont tenues à Abou Dhabi le 10 janvier, conjointement à la neuvième assemblée annuelle de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

Les parlementaires participant au Forum ont été accueillis par le directeur général de l'IRENA, Adnan Z. Amin, et par Gabriela Cuevas-Barron, Présidente de UIP et sénatrice du Mexique, Claude Turmes, ministre de l'Énergie du Luxembourg et ancien député européen, et Thani Ahmed Al Zeyoudi, ministre du Changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis.



Parmi les récents examens des progrès en matière d'Objectifs de développement durable (ODD) réalisés par le Forum politique de haut niveau de l'ONU, les discussions ont porté sur le rôle des parlementaires dans la mise en œuvre de l'ODD 7 dans le secteur de l'énergie. Les discussions ont ensuite abordé la nécessité de combler l'écart en matière d'accès à l'énergie en Afrique. Les participants ont été invités à assister à la réunion ministérielle africaine de l'IRENA. La journée s'est conclue par un dialogue public-privé entre les représentants des gouvernements, les législateurs et les membres de l'IRENA Coalition for Action, un réseau international composé de 80 acteurs majeurs dans le secteur des énergies renouvelables (EnR), notamment des entreprises du secteur privé, des associations professionnelles, des représentants de la société civile, des instituts de recherche et des organisations intergouvernementales.

[\[Programme du Forum des législateurs de l'IRENA 2019\]](#) [\[Article de presse\]](#)

L'IMPORTANCE DES PARLEMENTAIRES

Les parlementaires sont des acteurs essentiels dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a déclaré Adnan Z. Amin lors du quatrième Forum des législateurs de l'IRENA, tandis que s'achève son deuxième mandat de directeur général de l'IRENA.

En tant que représentants et législateurs de premier plan, ils peuvent favoriser, aux niveaux régional et national, un environnement permettant d'encourager l'innovation et de mobiliser les investissements dans les énergies renouvelables, fixer des objectifs et concevoir des stratégies de développement à long terme, assurer des allocations budgétaires adéquates, alerter l'opinion publique et renforcer le soutien populaire, mais surtout, faciliter une transformation énergétique socialement juste, a-t-il ajouté.

M. Amin a cité la diminution des coûts des technologies, une capacité mondiale de production d'énergies renouvelables battant des records, l'importance croissante de systèmes de mini-réseaux et de systèmes autonomes offrant un accès à l'électricité, et des exemples de systèmes de production d'énergie fonctionnant avec une part importante d'énergies renouvelables, comme autant de moteurs dans l'accélération de la transformation énergétique mondiale. Pourtant, ces progrès ne constituent qu'un début. Une intensification du déploiement rapide et durable est nécessaire en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Programme 2030 et de lutter contre le changement climatique, a-t-il ajouté.

Le ministre du changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, Thani Ahmed Al Zeyoudi, a souligné la nécessité de créer des cadres politiques, de renforcer la capacité institutionnelle et d'encourager les partenariats public-privé. « Les législateurs peuvent jouer un rôle important dans le soutien aux avancées et dans l'accélération du déploiement des technologies liées aux énergies renouvelables », a déclaré le ministre Al Zeyoudi.



Thani Ahmed Al Zeyoudi, ministre du Changement climatique et de l'environnement des Émirats arabes unis, Adnan Z. Amin, Directeur général de l'IRENA, Gabriela Cuevas-Barron, Présidente de l'UIP et Sénatrice du Mexique

La Présidente de l'Union interparlementaire (UIP) Gabriela Cuevas-Barron a souligné que les parlementaires du monde entier avaient le devoir de transposer l'Accord de Paris en législation nationale, avec des projets concrets, des budgets adéquats et des incitations fiscales. « Les quarante-six mille parlementaires que compte le monde ont beaucoup de poids », a déclaré Mme Cuevas-Barron, qui est aussi Sénatrice du Mexique.

Remettant en question le mythe selon lequel le développement durable nécessite de mettre de côté la logique économique, elle a insisté sur les liens qui existent entre l'ODD7, la croissance économique et la création d'emplois. La dimension économique en vue du déploiement accéléré des énergies renouvelables est d'autant plus importante que, pour atteindre l'objectif d'accès mondial à l'énergie d'ici à 2030, il faudrait littéralement redoubler d'efforts, a-t-elle ajouté.

Faisant écho à cela, le ministre de l'Énergie du Luxembourg et ancien député européen Claude Turmes a appelé à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. « Il ne s'agit plus d'avoir 20, 30 ou 40 % d'énergies renouvelables..., [mais] 100 %, et aussi vite que possible », a-t-il déclaré.

Les conférences internationales doivent être soutenues par l'action parlementaire, a-t-il affirmé, et une plus grande attention doit être portée à la création de systèmes de marché et à l'augmentation de la répartition du capital, notamment dans les régions qui sont naturellement favorables aux énergies renouvelables, comme l'Afrique. M. Turmes a reconnu l'importance d'adopter un angle social afin d'encourager la transition énergétique et d'apporter une solution viable à ceux qui dépendent actuellement de l'industrie du charbon pour fournir des emplois.

AVANTAGES SOCIAUX PERMIS PAR LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE

DES FAITS ET DES CHIFFRES

- » **Les avantages liés aux énergies renouvelables ont un effet d'entraînement sur la société en général, permettant d'améliorer la santé publique et la sécurité, de créer des emplois, de stimuler la croissance du PIB et d'améliorer la balance commerciale. Ils renforcent aussi l'accès à l'eau et la sécurité alimentaire.**
- » **Près de 20 % des options de décarbonisation identifiées sont économiquement viables sans considération des avantages liés au bien-être. Les 80 % restants sont économiquement viables si ces avantages sont considérés.**

La dimension socio-économique de la transformation énergétique est importante et s'appuie sur une approche holistique de l'élaboration des politiques. Comme pour toute transition à grande échelle, la mise en œuvre de l'ODD7 implique un certain niveau de rupture au sein du système actuel. Il est donc primordial d'aborder la transformation énergétique sous l'angle social, a souligné Claude Turmes.

Outre l'établissement d'objectifs, l'allocation de budgets et la conception de marchés, l'autre domaine dans lequel les parlementaires ont la capacité d'influencer l'accélération du déploiement des énergies renouvelables repose sur l'approche nexus, selon Kandeh Yumkella, député de la Sierra Leone et ancien représentant spécial de l'initiative du Secrétaire général de l'ONU Énergie durable pour tous (SE4ALL). L'approche nexus, qui intègre énergie et santé, eau, nourriture, développement et industrialisation, montre que la transformation énergétique « peut offrir l'inclusion sociale et améliorer les performances économiques pour les plus démunis et pour l'économie en général », a-t-il déclaré.

Il ne fait pas de doute qu'il faut développer l'accès et l'utilisation des énergies renouvelables au sein des communautés rurales. Cela dit, le défi consiste souvent à s'assurer que ces solutions sont rentables, en particulier lors des premières phases de déploiement. Au Nigéria, les législateurs ont tenté de relever ce défi en intégrant des réglementations spécifiques au droit national en matière d'énergies renouvelables, afin de garantir que le gouvernement contribue à l'établissement de produits liés aux énergies renouvelables, notamment les mini-réseaux, le tiers du budget étant dédié aux zones rurales.



Rosaline J. Smith, Sierra Leone

En Argentine, les législateurs ont adopté une approche plus inclusive grâce à la loi sur la production décentralisée, qui permet aux citoyens d'être directement impliqués dans la transformation énergétique, grâce à l'installation de systèmes de panneaux solaires photovoltaïques et à l'injection du surplus d'énergie dans le réseau électrique.

Un tel système peut être difficile à installer à tous les niveaux de la société. Rosaline Smith, ancienne députée de la Sierra Leone, a décrit une approche plus accessible vers l'inclusion, qui a permis aux femmes des communautés rurales n'ayant pas eu accès à l'éducation formelle, d'obtenir le statut d'« ingénieures en énergie solaire » et de promouvoir l'objectif de l'électrification rurale. Aujourd'hui en Sierra Leone, les ingénieures en énergie solaire ont installé près de 9 000 feux de signalisation fonctionnant à l'énergie solaire, et des panneaux solaires dans plus de 3 000 foyers, a-t-elle ajouté.

Il est aussi important d'associer éducation et formation à la transition énergétique pour obtenir des résultats durables sous l'angle social. Au Tchad, les législateurs ont conçu un programme de formation visant à guider les jeunes adultes vers le travail indépendant dans le secteur de l'agriculture grâce à l'utilisation de systèmes d'irrigation solaires. Ils envisagent de former 90 étudiants au cours des trois prochaines années.

Étant donné la multitude de possibilités en matière de promotion de la dimension socio-économique de la transformation énergétique et vue l'urgence de cette question, les gouvernements réalisent rapidement les avantages offerts par la création d'agences spécialisées ou de commissions parlementaires en vue de mettre en œuvre, de suivre et d'endosser les responsabilités lors de la conception de stratégies nationales en matière d'énergies renouvelables. Enfin, l'angle social nécessite un vaste ensemble de politiques innovantes, ainsi que des mesures appliquées à l'industrie, à l'éducation, à la formation et à la protection sociale, afin d'accélérer la transformation énergétique et de veiller à ce qu'elle soit juste, opportune et équitable.

ENCOURAGER LE DÉPLOIEMENT DES ÉNERGIES DURABLES

DES FAITS ET DES CHIFFRES

- » **Dans le cadre des politiques actuelles, la part d'énergies renouvelables devrait atteindre 21 % d'ici à 2030, avec une part d'énergies renouvelables modernes représentant 15 % de la consommation d'énergie finale, juste en dessous de l'augmentation substantielle requise par l'ODD7.**
- » **Le financement est l'un des défis les plus importants associé à l'augmentation du déploiement des énergies renouvelables dans les pays en développement. La plupart de ces pays disposent de vastes ressources d'énergies renouvelables inexploitées, mais ne sont pas en mesure de les capitaliser en raison du manque d'investissements et de financements.**
- » **Les ordonnances et les mandats sont des instruments politiques courants qui peuvent être utilisés pour encourager la construction de bâtiments plus durables. En effet, ces instruments peuvent permettre de fixer des exigences minimales concernant la part d'énergies renouvelables dans la consommation globale d'un bâtiment ou d'établir des objectifs spécifiques en matière de performance énergétique.**

Avec moins de 12 ans pour doubler le taux actuel de déploiement et atteindre l'objectif de l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne, le rôle des décideurs dans l'établissement de marchés de l'énergie renouvelable viables est particulièrement crucial. L'atténuation des risques, notamment lors des phases préliminaires de la transformation énergétique, nécessite souvent l'injection de capitaux publics dans le déploiement des énergies renouvelables», a déclaré M. Yumkella.

En tant que plus gros producteur d'EnR au monde, la Chine est déterminée à atteindre un taux de pénétration des énergies renouvelables représentant plus de 15 % de la consommation d'énergie totale d'ici à 2020, a indiqué le député chinois Choy So Yuk. Elle a attribué ce développement rapide des énergies renouvelables à deux facteurs principaux: l'engagement du gouvernement et le développement technologique. Des politiques et mesures nécessitant l'installation de chaudières individuelles fonctionnant à l'aide de panneaux solaires dans tous les bâtiments d'habitation de moins de six étages, aux cadres

législatifs spécifiques en passant par les investissements du gouvernement, la Chine a passé ces 15 dernières années à créer un environnement favorable au développement à long terme des énergies renouvelables, a-t-elle déclaré.

Cet environnement habilitant a à son tour été complété par un développement rapide de la technologie. Seulement six ans après le début de l'aide financière du gouvernement, le secteur chinois des énergies renouvelables a pu tirer parti des avantages liés à la diminution des coûts des énergies renouvelables, et il a pu continuer à se développer sans subventions.

Tout ce dont nous avons besoin pour créer un environnement parfait pour les investissements, c'est de la volonté politique.

– Juan Carlos Villalonga, député, Argentine

L'intervention de l'État n'implique pas nécessairement des subventions. Comme l'explique le député argentin Juan Carlos Villalonga : « Tout ce dont nous avons besoin pour créer un environnement parfait pour les investissements, c'est de la volonté politique. » Même si en Argentine la première loi sur les énergies renouvelables a été élaborée en 1998, il a fallu 17 ans et de multiples révisions pour qu'elle soit appliquée dans le cadre d'un programme national pour les énergies renouvelables, a-t-il expliqué. S'appuyant sur une volonté politique renforcée au cours de ces dernières années, le pays dispose aujourd'hui de deux centres de production d'énergies renouvelables et a établi un cadre juridique concret visant à atteindre un taux de pénétration des énergies renouvelables de 30 % à l'horizon 2030.



Carlos Roman L. Uybarreta, député, Philippines

La volonté politique de créer un environnement favorable aux flux d'investissements peut souvent stimuler le développement des énergies renouvelables sans l'injection de capitaux publics. Les Philippines, par exemple, proposent de créer un dispositif de guichet unique afin de réduire de moitié la durée actuelle de traitement des projets liés à l'énergie, et cela au cours de l'année, comme l'a expliqué un député philippin, Carlos Uybarreta.

L'intervention de l'État dans la facilitation du marché nécessite une approche sur mesure prenant en compte les nuances de chaque contexte national. Elle peut par conséquent donner lieu à l'application et à l'affectation d'un vaste ensemble de mesures telles que le développement des institutions et des capacités, l'élaboration de politiques et de législations et les partenariats multipartites.

Comme expliqué par le Sénateur Daniel Zamfir, la Roumanie, qui a atteint un taux de pénétration des énergies renouvelables de 24 % en 2018, utilise des certificats verts et des incitations fiscales pour les investisseurs. Il a ajouté que dans les 10 années à venir, l'intervention de l'État devrait se concentrer sur le renouvellement de la capacité de production électrique, sur le développement d'infrastructures et de distribution de gaz, sur le soutien à la coproduction et à la modernisation hautement efficaces des systèmes de chauffage urbain, et sur la réduction de la pauvreté énergétique grâce à des solutions qui augmentent l'efficacité énergétique des bâtiments.

Ces projets exploiteront trois sources de financement : le gouvernement, les autorités locales et les budgets de l'Union européenne.

En effet, tous les États n'ont pas les moyens d'assurer le financement public ou régional direct, auquel cas la volonté politique, accompagnée par les réformes fiscales, a le potentiel pour « traduire les objectifs de l'ODD7 en moteurs économiques qui peuvent se faire ressentir dans les budgets des foyers ». Le parlementaire belge Willem-Frederik Schiltz a proposé d'induire la demande en supprimant complètement la TVA sur les solutions énergétiques propres.

Par ailleurs, au Nigéria, les législateurs envisagent de modifier la loi afin de taxer les revenus des entreprises du secteur de l'énergie fossile, et d'injecter les revenus liés à ces taxes dans les commissions et agences pour les énergies renouvelables, au niveau national ou régional.



Willem-Frederik Schiltz, député flamand, Belgique

L'action législative et la volonté politique sont des piliers essentiels dans l'accélération du développement des énergies renouvelables, comme le montre le cas de la Tunisie. Après avoir compris que l'utilisation des énergies fossiles contribuait négativement à la balance commerciale du pays, les législateurs ont rédigé une loi en 2015 pour encourager l'engagement du secteur privé dans le développement des énergies renouvelables, a expliqué Leila Ouled Ali.

Bien que l'action parlementaire ait été remise en cause par les lobbies plaidant contre l'importation des technologies coûteuses nécessaires aux projets liés aux énergies renouvelables, le gouvernement, convaincu par une voix législative forte et cohérente, a reconnu l'importance des énergies renouvelables pour le développement économique, les avantages sociaux, la balance commerciale et la sécurité énergétique.

Cette année, la Tunisie a adopté une loi visant à réduire les droits de douane sur les importations d'énergies renouvelables, et elle se tourne vers les partenariats pour l'approvisionnement international, réduisant ainsi davantage les coûts économiques du déploiement des énergies renouvelables et promouvant l'objectif de l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne.

Nous devons traduire l'ODD7 en moteurs économiques qui peuvent se faire ressentir dans les budgets des foyers.

- Willem-Frederik Schiltz, député flamand, Belgique

COMBLER L'ÉCART EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE :

LE CAS DE L'AFRIQUE

DES FAITS ET DES CHIFFRES

- » **2040, consiste à trouver une manière durable de satisfaire les besoins croissants en énergie d'une région riche en sources d'énergie renouvelable.**
- » **L'Afrique pourrait satisfaire près du quart de ses besoins en énergie grâce aux énergies renouvelables, d'ici à 2030. Associées à des politiques industrielles clairvoyantes et à des programmes de développement de compétences ciblés, les énergies renouvelables pourraient aussi créer des millions de nouveaux emplois sur le continent.**
- » **95 % des terres cultivées en Afrique subsaharienne ont besoin des pluies saisonnières pour couvrir leurs besoins en eau. Le pompage solaire pour l'irrigation réduit les coûts opérationnels pour les fermiers et améliore le rendement agricole, assurant ainsi la sécurité alimentaire.**

La nature interconnectée des Objectifs de développement durable montre que la vision traditionnelle impliquant des compromis entre croissance économique et décarbonisation n'est plus valable. L'effet multiplicateur de l'accès élargi à l'énergie offre des avantages concernant l'atténuation du changement climatique, le bien-être et la santé, les progrès en matière d'éducation, la diversification industrielle, la création d'emplois et la croissance économique globale.

L'interconnexion entre l'ODD7 et les autres objectifs en matière de pauvreté, de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau, d'éducation et d'égalité des genres est parfaitement illustrée par le cas de l'Ouganda, où seulement 27 % des zones rurales ont accès à l'énergie, comme l'a indiqué Lawrence Songa, parlementaire ougandais. Avec une économie tournée uniquement vers l'agriculture, l'accès limité à l'énergie est le principal obstacle à la transition anticipée du pays vers le secteur secondaire, a-t-il ajouté. Par conséquent, la majeure partie des petits exploitants ne gagne souvent pas assez d'argent pour concilier vie quotidienne, santé et besoins en éducation, sans parler des investissements pour la croissance de leur activité.

M. Songa a ensuite expliqué que la plus grande partie de la population ougandaise n'avait pas accès à des fourneaux domestiques propres, ce qui signifie que la combustion de bois et de charbon reste une pratique répandue, aux conséquences néfastes pour la santé, en particulier pour les femmes et les enfants.



Winnie Kamau, Gestionnaire de programme, Forum des Parlements de la CIRGL

L'afflux de réfugiés a entraîné l'utilisation accrue du bois et du charbon, faisant augmenter le taux de déforestation. Cela a non seulement des conséquences désastreuses pour le secteur de l'agriculture, mais également pour la vie aquatique et l'habitat, ce dernier représentant un élément essentiel dans les revenus liés au tourisme. De plus, la pollution et l'envasement des plans d'eau font augmenter les coûts de traitement de l'eau, qui sont en définitive à la charge de l'utilisateur final.

Des progrès ont été faits pour assurer l'éducation primaire universelle, mais le manque d'accès à l'énergie et à l'eau menace ces avancées. Les enfants scolarisés passent désormais leurs après-midi à chercher du bois et de l'eau au lieu d'étudier, et leurs résultats académiques s'en ressentent, a déclaré M. Songa.

De tels scénarios ne se limitent pas à l'Ouganda. D'autres législateurs ont souligné qu'il s'agissait d'une réalité dans de nombreux pays d'Afrique, avec une liste grandissante de défis interconnectés. Le Mali, par exemple, fait face à un problème majeur, avec plus de 56 % de sa population vivant dans une extrême pauvreté. Au Zimbabwe, 60 % de la population, vivant principalement dans des zones rurales, n'a pas accès à l'électricité.

Cependant, la volonté politique ne manque pas. Le gouvernement ougandais a exprimé son intérêt pour les systèmes de production d'énergie solaire à grande échelle afin d'encourager la transition vers l'agro-industrie. Au Mali, les législateurs ont mis en œuvre un cadre législatif habilitant afin d'encourager les investissements et les partenariats public-privé. Les débats ont mis en évidence le fait que des comités ont été établis dans de nombreux

pays afin de surveiller la mise en œuvre de l'ODD7 et de favoriser la collaboration régionale. Pourtant, tandis que 2030 n'est plus qu'à 12 ans de nous, la plus grande partie du continent reste loin d'avoir atteint son objectif d'accès universel à l'énergie.



N'Doula Thiam, député, Mali

Compte tenu de ce qu'il faut encore accomplir pour combler l'écart en matière d'accès à l'énergie, les législateurs africains ont souligné la nécessité de plaider en faveur de programmes de gestion de la demande afin de renforcer l'efficacité et l'accès à l'énergie, d'encourager l'utilisation de solutions en énergies renouvelables hors réseau, de promouvoir l'utilisation de transports alimentés par les énergies renouvelables et les biocarburants en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et les embouteillages, et d'examiner les dispositifs actuels d'appropriation du budget, davantage de fonds étant affectés à l'électrification en zone rurale.

Les parlementaires
constituent une passerelle
un pont entre le niveau
local et le niveau national...
[et] il est très important
d'avoir une coalition de
parlementaires de différents
partis politiques pour réussir

– Bärbel Höhn, Commissaire chargée de l'énergie pour l'Afrique, ancienne députée, Allemagne

L'électrification rurale en particulier a été considérée comme étant de la plus haute importance: un législateur ougandais a mis en évidence la nécessité de penser au-delà des investissements et d'essayer de s'attaquer aux causes fondamentales du problème. L'accès à des stratégies d'expansion « doit être étendu aux populations rurales pauvres... avant que nous essayions de les dissuader de couper des arbres et de détruire l'environnement, pour que nous puissions au moins améliorer nos existences ».

Les défis auxquels font face les pays africains ne sont pas insurmontables. Les statistiques récentes montrent que le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité en Afrique subsaharienne a commencé à diminuer en termes absolus, les progrès offrant pour la première fois une croissance démographique. La clé est de s'appuyer sur la volonté politique et de concevoir un plan holistique pour la transformation énergétique adapté à chaque contexte national.

Dans ce but, les législateurs ont appelé l'IRENA à étendre son champ d'action aux parlementaires de toute l'Afrique et à instaurer des programmes nationaux et régionaux visant à faciliter les échanges, à trouver des solutions viables et à asseoir de manière efficace le rôle important des parlementaires dans le développement de l'utilisation des énergies renouvelables et dans la progression vers l'objectif de l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne, partout sur le continent.



Charles Ilukor, député, Ouganda

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ :

ACTIONS NÉCESSAIRES À L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE

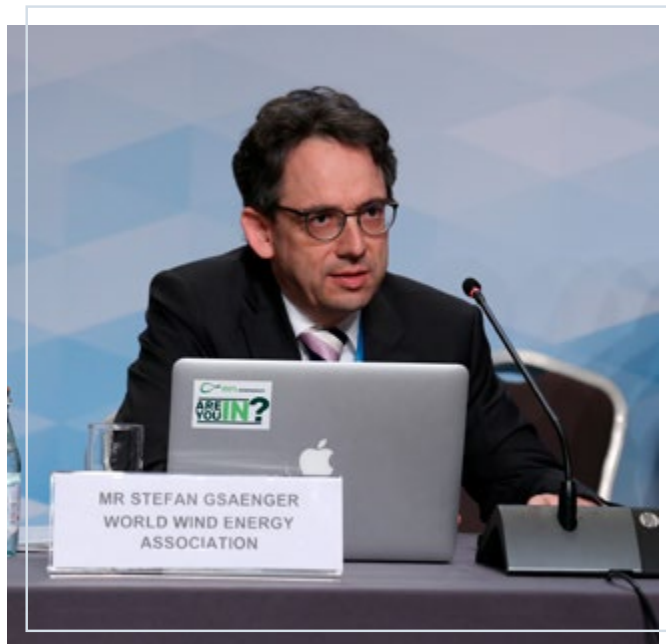
Suite aux conclusions du Forum des législateurs, l'IRENA a convoqué les parlementaires, les représentants des gouvernements et les membres de la Coalition for Action de l'IRENA pour qu'ils participent à un dialogue public-privé abordant les actions nécessaires à l'accélération de la transformation énergétique.

La nécessité d'une transition vers les énergies renouvelables est de plus en plus évidente. La diminution constante des coûts et les avantages socio-économiques de plus en plus clairs, ainsi que la possibilité d'atténuer le changement climatique font des énergies renouvelables un bon choix en termes économiques.

Comme l'indique *un nouveau livre blanc* publié par l'IRENA Coalition for Action, 53 gouvernements nationaux et plus de 280 autorités locales se sont engagés à atteindre 100 % d'énergies renouvelables au cours des 30 prochaines années. Mais aujourd'hui, la volonté politique doit se traduire en actes grâce à des instruments concrets appuyés par la suppression des subventions accordées aux sources d'énergies conventionnelles.

À cet égard, les débats ont mis en lumière les propositions suivantes :

- » La volonté politique, des objectifs précis et un cadre politique à long terme assurant une participation large et juste dans la transformation énergétique sont essentiels pour la réussite de la diffusion des énergies renouvelables à tous les niveaux.
- » Les stratégies et technologies innovantes, la flexibilité accrue du système et l'intégration des différents secteurs d'utilisation finale permettront l'accélération vers les 100 % d'énergies renouvelables.
- » La tarification efficace et à long terme du carbone et la suppression des subventions accordées aux secteurs des énergies fossiles sont essentielles à l'accélération du déploiement des énergies renouvelables.
- » Un accès au marché non discriminatoire et des dispositifs politiques locaux adaptés sont nécessaires pour permettre aux investisseurs privés et communautaires de participer efficacement à la transition énergétique.



Stefan Gsänger, Secrétaire Général, World Wind Energy Association et Président, Community Energy Group, IRENA Coalition for Action

Le rôle crucial du secteur financier privé a été abordé, et les participants ont reconnu qu'une grande partie des coûts nécessaires à la transformation énergétique doit continuer à provenir du secteur privé. Il est encourageant de constater que le secteur financier, souvent méfiant, a déjà commencé à décarboniser son portefeuille énergétique. Cela pourrait bientôt se traduire par l'établissement de critères applicables aux projets d'infrastructure et d'énergie.

Les débats ont établi des lignes d'action visant à créer un environnement habilitant pour les investissements du secteur privé et à améliorer les cadres réglementaires, en particulier pour l'électrification hors réseau et rurale. Plus largement, pour gagner la confiance des investisseurs il faut créer une économie de marché pour les énergies renouvelables, ce qui implique de fixer des objectifs, de supprimer les obstacles administratifs et financiers concernant la mise en œuvre, d'instaurer des dispositifs réglementaires à long terme et de fournir des pistes pour les partenariats public-privé. Certains participants ont souligné la nécessité d'assurer que le secteur privé puisse participer à la transformation énergétique sans préjudice et de manière durable et équitable aux côtés des entreprises publiques.

Les acteurs du secteur public et privé ont fait remarquer l'importance du contexte local et de la création de valeur à long terme. Mettant l'accent sur les nombreux cas de collaborations fructueuses entre le secteur public et privé dans les pays en développement, les participants ont souligné que la mise en œuvre réussie des projets repose sur l'implication des communautés et partenaires locaux, qui sont un moteur de l'angle social dans la transformation énergétique et offrent des perspectives de transfert de connaissance et de développement des compétences.



Andries Gryffroy, député flamand, Belgique, Rapporteur de la résolution de l'UIP concernant l'ODD7

Les Parlements sont déterminés à s'engager aux côtés du secteur privé pour trouver des solutions durables et renouvelables

L'Union interparlementaire, basée à Genève, a récemment adopté une résolution : *Mobiliser le secteur privé dans la mise en œuvre de l'ODD7, notamment en matière d'énergies renouvelables.*

La résolution, adoptée à l'unanimité par les 178 parlements membres, souligne le potentiel des projets d'énergie hors réseau et des projets de mini-réseaux visant à stimuler la mise en œuvre de l'ODD7 dans les pays en développement. Elle souligne aussi les domaines d'action importants pour les parlementaires, et met l'accent sur la nécessité d'alerter l'opinion publique, d'assurer un accès équitable à une énergie propre et fiable, d'adopter des stratégies nationales de développement et de reconnaître le rôle central du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD.

En 2018, l'IRENA a contribué aux discussions ayant mené à l'adoption de la résolution.



RAPPORT À L'ASSEMBLÉE SUR LE FORUM DES LÉGISLATEURS 2019

Les parlementaires ayant participé au Forum des législateurs de l'IRENA 2019 ont souligné le rôle clé des énergies renouvelables dans l'accélération de la transformation énergétique et dans la réalisation de l'objectif d'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne d'ici à 2030 comme prévu par l'ODD7 dans le cadre de l'Agenda 2030 mis en avant par l'ONU. À cet égard, les débats ont aussi porté sur le rôle important que peuvent jouer les parlementaires dans le soutien et la surveillance d'une approche intégrée dans la mise en œuvre de l'ODD7 en facilitant les partenariats et collaborations grâce à des processus nationaux inclusifs, ainsi qu'à des institutions efficaces et responsables. Pour ce faire, les législateurs présents lors du Forum ont mis en lumière six points clés permettant de stimuler l'engagement de l'IRENA auprès des parlementaires :

- » Accéder à des connaissances, informations et données fiables concernant les avantages socio-économiques des énergies renouvelables afin de soutenir leurs efforts dans l'adoption d'une législation pertinente, dans l'allocation de leurs budgets et d'assurer leur responsabilité dans la mise en œuvre des ODD.
- » Institutionnaliser le Forum des législateurs en tant que plateforme permettant de développer et connecter davantage un réseau de parlementaires intéressés tout au long de l'année, en développant notamment un plan d'action pour les soutenir dans l'accélération de la transformation énergétique sur le terrain.
- » S'engager à travailler avec l'IRENA à l'organisation de réunions parlementaires au niveau régional, en coordination avec les réseaux et assemblées parlementaires régionaux.
- » Développer des outils permettant de soutenir les parlementaires dans la promotion de l'adoption des énergies renouvelables, grâce à la collaboration entre l'IRENA, l'Union interparlementaire et les autres organisations internationales et régionales.
- » Demander à l'IRENA de faciliter le transfert adéquat de technologies grâce au renforcement des compétences et aux conseils techniques pour assister les parlementaires dans le lancement d'initiatives dans leurs circonscriptions.
- » Identifier et discuter des perspectives résultant des connexions de réseaux transfrontaliers afin de relever le défi posé par l'intégration des énergies renouvelables variables aux réseaux électriques.

Le rôle clé endossé par les parlementaires dans l'établissement de réseaux actifs travaillant à la réalisation de ces objectifs a été reconnu, et les participants ont demandé des sessions de travail sur ces questions incluant les parties prenantes concernées, et les entités du secteur public et privé.

Les législateurs ont convenu qu'ils étaient bien placés pour apporter les changements importants nécessaires à la poursuite et à la réalisation de la transformation énergétique. Grâce à leur fonction représentative des besoins, préoccupations et intérêts du peuple, les parlementaires ont la légitimité, la responsabilité et la capacité d'apporter une perspective unique dans les discussions globales concernant la transformation énergétique et ses liens avec les ODD, tout en assurant une transition juste, inclusive et opportune vers un système énergétique durable.

En conclusion du quatrième Forum des législateurs de l'IRENA, les parlementaires ont une nouvelle fois rendu hommage au Forum en tant que plateforme efficace permettant de faciliter un dialogue durable et continu entre l'IRENA et les parlementaires, et entre les organisations et associations parlementaires. Ils ont confirmé leur soutien à de tels dialogues afin de promouvoir l'élaboration de politiques et de dispositifs fondés sur des données factuelles.



Gabriela Cuevas-Barron, Présidente, UIP, présentant son rapport devant la neuvième Assemblée de l'IRENA à l'occasion du Forum des législateurs 2019

QUELQUES PUBLICATIONS



TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE : UNE FEUILLE DE ROUTE POUR 2050 (ÉDITION 2019)

L'utilisation accrue des énergies renouvelables, associée à l'intensification de l'électrification, pourrait se révéler décisive dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de climat d'ici à 2050. Cette étude réalisée par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) met en avant les options immédiatement déployables et rentables pour les pays souhaitant respecter leurs engagements et limiter l'élévation des températures partout dans le monde. La transformation énergétique envisagée réduirait aussi les coûts nets et offrirait des avantages socio-économiques significatifs, tels que l'augmentation de la croissance économique, la création d'emplois et plus largement des gains en termes de bien-être.

IRENA, avril 2019



PLANIFICATION ET PERSPECTIVES POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES : AFRIQUE DE L'OUEST

Les énergies renouvelables à faible coût, en particulier celles produites à partir d'installations solaires photovoltaïques (PV), jouent un rôle de plus en plus important dans l'offre d'électricité en Afrique de l'Ouest. Ce rapport présente trois grands scénarios pour la croissance des énergies renouvelables dans les systèmes d'énergie de la région, notamment en ce qui concerne les principaux objectifs nationaux et régionaux.

English Français

IRENA, novembre 2018



PAYSAGE GLOBAL DU FINANCEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Des flux importants de capitaux sont nécessaires à l'accélération des investissements dans les énergies renouvelables. Davantage d'investissements dans les énergies renouvelables réduiraient les émissions de carbone liées à l'énergie, un élément clé dans les efforts visant à limiter le réchauffement climatique. Cette étude concise et accessible examine les flux de capitaux dans les énergies renouvelables qui ont eu lieu dans le monde entre 2013 et 2016, ventilés par technologie, par instrument financier et par région.

IRENA and Climate Policy Initiative, janvier 2018

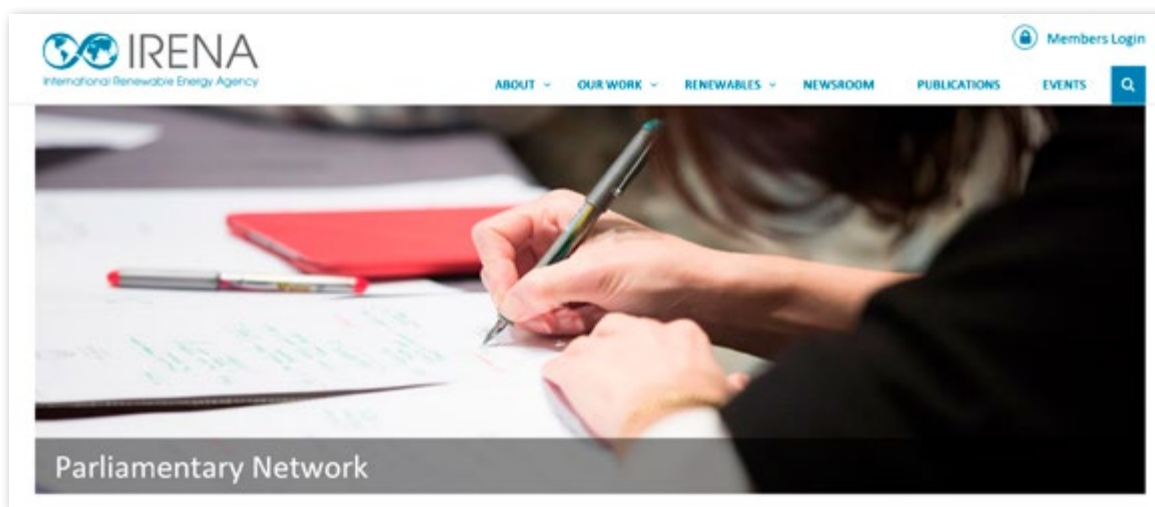
REVUE POUR LES PARLEMENTAIRES : NUMÉRO PRÉCÉDENT

NUMÉRO 8 — MISE EN ŒUVRE DE L'ODD 7 : OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES EN MATIÈRE D'ÉNERGIE



Lors du Forum politique de haut niveau qui s'est tenu en juillet 2018, les États membres des Nations Unies ont analysé les progrès accomplis dans le cadre de l'ODD 7, en fournissant une plateforme collaborative qui permet aux pays de partager leurs expériences et de débattre de mesures visant à dynamiser l'élan positif qui accompagne la transition énergétique. L'IRENA, en tant qu'organisme responsable des indicateurs de l'ODD7, soutient des processus d'évaluation en fournissant une capacité en énergies renouvelables actualisée et des données sur la production d'électricité. Grâce à son travail d'analyse, l'IRENA s'intéresse également à la mise en place d'actions pour accélérer le déploiement de l'ODD 7, mais également renforcer les liens entre les différents ODD.

S'ENGAGER AUPRÈS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE



Revue pour les parlementaires



Forum des législateurs



Réseau parlementaire (Facebook)

Découvrez toute l'expertise de l'IRENA

à travers ses publications libres d'accès,
ses infographies, ses données et chiffres actualisés

www.irena.org

Consultez la page du réseau parlementaire de l'IRENA

www.irena.org/parliamentarynetwork

Abonnez-vous pour recevoir la **REvue pour les parlementaires**

un périodique consacré aux énergies renouvelables et regroupant les dernières innovations, des expériences politiques concrètes et les bonnes pratiques en la matière, les bénéfices socio-économiques, les moyens financiers et techniques.

© IRENA 2019

Sauf mention contraire, la présente publication et son contenu sont la propriété de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et sont protégés par le droit d'auteur de l'IRENA.

Le contenu de la présente publication peut être librement utilisé, partagé, copié, reproduit, imprimé et/ou stocké à condition d'être clairement attribué à l'IRENA.

Les éléments de la présente publication attribués à des tiers peuvent être protégés par le droit d'auteur de tiers et faire l'objet de conditions d'utilisation distinctes.

Avis de non-responsabilité

La présente publication et les éléments qu'elle contient sont fournis « en l'état ». Ni l'IRENA ni aucun de ses représentants, agents, fournisseurs de données ou d'autres contenus tiers n'offrent aucune garantie, y compris concernant l'exactitude, le caractère complet ou l'adéquation du contenu de la présente publication en vue d'une utilisation particulière ou concernant la non-violation de droits de tiers, ni n'assument aucune responsabilité liée à l'utilisation de la présente publication ou des éléments qu'elle contient. Les opinions exprimées dans la présente publication sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'IRENA ou de ses membres. Aucun élément contenu dans la présente publication ne saurait être interprété comme une approbation à l'égard d'un quelconque projet, produit ou prestataire particulier.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'IRENA, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites territoriales.